



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.4/L.1132
9 décembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
QUATRIEME COMMISSION
Points 23 et 88 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DES TERRITOIRES SOUS ADMINISTRATION PORTUGAISE

QUESTION DE TIMOR

Arabie Saoudite, Inde, Iran, Malaisie, Philippines et Thaïlande :
projet de résolution

L'Assemblée générale,

Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux énoncée dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question du Timor 1/,

Ayant entendu les déclarations faites par les représentants du Portugal, Puissance administrante 2/, concernant l'évolution de la situation au Timor portugais et l'application à ce territoire des dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que de celles de sa résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960,

1/ A/10023/Add.1, chap. VIII.

2/ A/C.4/SR.2178, 2184 et 2185.

Prenant note avec préoccupation des circonstances qui ont provoqué les derniers événements survenus au Timor portugais,

Notant en outre les déclarations faites par le représentant de l'Indonésie à la Quatrième Commission 3/, concernant en particulier le droit du peuple du Timor portugais à l'autodétermination conformément à la Charte et à la Déclaration, dans un climat de paix et dans l'ordre,

1. Demande à tous les Etats de respecter le droit inaliénable du peuple du Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et son droit de décider de son statut politique futur conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Note que, d'après les vues exprimées par les partis politiques du Timor portugais les avis de la population sont partagés en ce qui concerne son statut politique futur;

3. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'envoyer aussitôt que possible une mission d'enquête dans le territoire et de présenter ses recommandations au sujet des procédures et des modalités qui permettraient au peuple du Timor portugais d'exercer librement son droit à l'autodétermination;

4. Demande à tous les Etats de s'abstenir de toute action susceptible de nuire au libre exercice, par le peuple du Timor portugais, de son droit à l'autodétermination.
